

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX
RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)**

**Maître de l'Ouvrage :
COMMUNE DE VOULMENTIN**

Objet de la consultation

CONSTRUCTION D'UNE MICRO-CRECHE

Remise des offres

Date et heure limites de réception : **24 mai 2024 à 12h00**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION SOMMAIRE

0	OBJET DE CONSULTATION	3
1	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
1.1	Définition de la procédure	3
1.2	Décomposition en tranche et en lots	3
1.3	Nature de l'attributaire	3
1.4	Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières	3
1.5	Variantes	3
1.6	Délai de réalisation	3
1.7	Modifications de détail au dossier de consultation	4
1.8	Délai de validité des offres	4
1.9	Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)	4
1.10	Mesures particulières concernant la propreté sur le site	4
1.11	Appréciation des équivalences dans les normes	4
1.12	Traitement des déchets de chantier	4
2	PRÉSENTATION DES OFFRES	5
2.1.1	Documents fournis aux candidats	5
2.1.2	Composition de l'offre à remettre par les candidats	6
2.1.3	Variantes et options	7
3	SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES	7
3.1	Sélection des candidatures	7
4	CONDITIONS DE REMISE DE L'OFFRE	8
4.1	Offre remise par échange électronique sur une plate-forme de dématérialisation	8
5	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	9

0 OBJET DE CONSULTATION

La consultation concerne : **La construction d'une micro crèche.**

Les prix sont fermes et actualisables. Les comptes seront réglés mensuellement sous la forme d'acomptes et d'un solde. Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours.

1 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

1.1 Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la **procédure adaptée** définie aux articles 26 II et 28 du Code des Marchés Publics (CMP).

Le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de négocier avec les candidats ayant présenté une offre.

1.2 Décomposition en tranche et en lots

7 - MENUISERIES EXTERIEURES - MENUISERIES INTERIEURES

8 - ISOLATION - DOUBLAGE - CLOISONS SECHES - PLAFONDS

1.3 Nature de l'attributaire

Chaque marché est passé :

- soit avec plusieurs entrepreneurs ;
- soit avec une entreprise générale.

1.4 Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.5 Variantes

Les variantes sont autorisées sous réserve de ne pas remettre en cause le projet architectural dans la mesure où elles permettent des améliorations techniques, un gain de temps au niveau du calendrier ou un caractère économique avantageux. Dans tous les cas elles devront être renseignées à part de la solution de base et des options obligatoires et indiquer les conséquences éventuelles sur les autres corps d'état.

1.6 Délai de réalisation

Le délai d'exécution des travaux est de 6 mois et une semaine, compris congés payés.

Dates prévisionnelles de démarrage des travaux :

- période de préparation : semaines 19 à 22 de l'année 2024
- chantier : semaines 23 de l'année 2024 à la semaine 51 de l'année 2024.

Ces dates sont données à titre prévisionnel et peuvent être modifiées.

1.7 Modifications de détail au dossier de consultation

Des modifications de détails peuvent être éventuellement communiquées aux entreprises au plus tard 10 jours avant la remise des offres.

1.8 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

1.9 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

PPSPS à fournir au coordonnateur SPS. *SOCOTEC NIORT*.

1.10 Mesures particulières concernant la propreté sur le site

L'attention des entreprises est appelée sur les conditions d'exécution des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence extérieure et sa propreté.

1.11 Appréciation des équivalences dans les normes

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le candidat pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le candidat devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

1.12 Traitement des déchets de chantier

A - Pour les travaux de déconstruction et de démolition :

Le maître de l'ouvrage porte à la connaissance des candidats tous les éléments d'appréciation permettant à ces derniers, de remettre une offre. Sur la base de ces éléments, le candidat est réputé, avant la remise de son offre :

- avoir apprécié exactement toutes les conditions de dé-construction et de démolition des ouvrages grâce au diagnostic technique des ouvrages à démolir,
- Après avoir pris connaissance du Plan général de Coordination sécurité et santé notamment pour ce qui concerne les particularités de l'opération de démolition et de dé-construction,
- avoir procédé à une visite détaillée du site et apprécié toutes les sujétions résultantes :
 - de la configuration des abords et des accès,
 - de la présence de bâtiments contigus et avoisinant en activité, et notamment bruit et poussières,
 - de la présence et de l'éloignement de centres de stockage ou de filières locales de valorisation des matériaux de démolition et de dé-construction à proximité de l'opération pour l'évacuation et la valorisation des déchets, des possibilités ou non de stockage provisoire, de tri ou de recyclage des déchets sur le site.

B - Pour les travaux neufs :

Le candidat présentera dans son offre :

- l'estimation des quantités de déchets de chaque catégorie qu'il prévoit de générer sur le chantier par son activité de construction,
- les filières autorisées d'élimination envisagées, les modalités de tri éventuelles, de gestion groupée.

2 PRÉSENTATION DES OFFRES

Le dossier de consultation est remis à chaque candidat en un seul exemplaire.

Le dossier doit être obtenu auprès de :

Sous forme dématérialisée :

Le dossier peut être téléchargé sur la plate-forme des marchés publics se connecter à l'adresse suivante : www.marches-securises.fr

Le mode de retrait du dossier de consultation ne conditionne pas le choix du mode de transmission de l'offre.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentations associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître de l'ouvrage.

Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Seul l'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des candidat(s).

Solution de base

2.1.1 Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis d'appel public à la concurrence envoyé à la publication ;
- Le présent règlement ;
- Les pièces du projet de marché à compléter ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes (CCAP) **et son acte d'engagement (à la dernière page du CCAP ou formulaire ATTRI1)** ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes (CCTP) ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour les lots 11 et 12 (DPGF) ;
- Le calendrier prévisionnel des travaux ;
- Les pièces graphiques : 5 plans architecte au format A2 et un plan au format A3, 2 plans du bureau d'études ACTIS (Plan E1-Plomberie Sanitaires - Plan E2-Ventilation - Plan E3-Chauffage eau chaude – Plan E4- Electricité CF Cf).

2.1.2 Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par voie électronique :

A. Un projet de marché comprenant :

1 - l'acte d'engagement : document joint au dossier à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) de l'entrepreneur ;

Dans le cas d'un **groupement solidaire**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, le candidat doit compléter cet acte d'engagement qui sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement (ces demandes seront formulées dans l'annexe de l'acte d'engagement).

Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra joindre les renseignements exigés par l'article 114 1° du CMP. Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter au nantissement ou céder.

2 - les cadres de bordereaux de prix : **en 1 exemplaire** ;

Dans le cas d'un **groupement solidaire**, les candidats devront préciser une annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils pourront s'inspirer du cadre des bordereaux de prix.

B. Les renseignements administratifs suivants :

1. Documents administratifs

- [DC1](#) Lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants (ex [DC4](#))
- [DC2](#) Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (ex [DC5](#) Déclaration du candidat)

2. [DC1](#) Lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants (ex [DC4](#))

- 3. La [déclaration sur l'honneur](#) attestant que l'entreprise n'entre pas dans un cas d'interdiction de soumissionner à un marché public. Par cette déclaration, le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur, dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus [articles L2141-1 à L2141-5](#) et aux [article L2141-7 à L2141-10](#) du code de la commande publique.
- Cette déclaration sur l'honneur peut être fournie via le [formulaire DC1](#) de lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants.
- Mais elle peut également être fournie via le [DUME électronique](#).

4. Les documents et renseignements de capacité.

Les documents et renseignements permettant de vérifier l'aptitude de l'entreprise à exercer l'activité professionnelle, sa capacité économique et financière ainsi que ses capacités techniques et professionnelles. L'entreprise peut s'appuyer sur des sous-traitants ou autres formes juridiques.

5. Les autres pièces

Au titre des [capacités](#) précitées l'acheteur peut demander des pièces et renseignements tels que :

- Une déclaration du chiffre d'affaires de l'entreprise pour les trois derniers exercices (intégrée dans le [formulaire DC2](#) de déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) ;
- Une [déclaration appropriée de banques](#) ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Des bilans ou extraits de bilans des opérateurs économiques pour lesquels la publication des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;

- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années ;
- Les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise ;

C. Les documents explicatifs

1. Mémoire justificatif des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux et des références de travaux similaires.
2. Le mémoire technique décrivant les moyens mis en œuvre pour effectuer la prestation, la méthodologie utilisée, les considérations sociales et environnementales, etc.
3. Tout document de nature à expliciter l'offre, par exemple :
 - Note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et hygiène sur le chantier,
 - Liste des sous-traitants que l'entrepreneur envisage de proposer à l'agrément du Maître de l'Ouvrage après conclusion du marché ;
 - Liste complète du personnel de l'entreprise et nombre de personnes affectées aux chantiers avec degré de compétence.

2.1.3 Variantes et options

Les entreprises soumissionnaires devront impérativement répondre aux options demandées au CCTP. Les prestations non prévues au CCTP et jugées indispensables par les entreprises seront incluses dans l'offre.

En cas de variante, chaque sous-dossier particulier sera constitué de toutes les pièces de l'offre de base qui sont modifiées par la variante ainsi que les prestations complémentaires exigées au 2-6 ci-dessus.

L'entrepreneur devra alors tenir compte des sujétions et frais créés par l'incidence de son offre (étude techniques, cotations des plans, etc.).

3 SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

3.1 Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Les candidatures qui ne peuvent être admises en application des dispositions du I de l'article 52 du CMP sont éliminées par le Pouvoir Adjudicateur (PA).

Jugement et classement des offres :

Les offres inappropriées au sens du 3° du II de l'article 35 du CMP ainsi que les offres irrégulières ou inacceptables, au sens du 1° du I de l'article 35 du CMP sont éliminées par le pouvoir adjudicataire.

Pour établir un classement, le PA examinera l'offre de base des candidats puis les solutions techniques complémentaires ou alternatives (options) qu'elle souhaite prendre en compte ainsi que les variantes proposées.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse, note finale sur 10, est choisie par le pouvoir adjudicataire.

Critères d'attribution Pondération

Prix des prestations : **40%**

Valeur technique : compétences et références, moyens humains et matériels mis à disposition, méthodologie sur le mode d'exécution et d'organisation des travaux, délais (particulièrement en période estivale). **40 %**

Impact environnemental : Nombre de kilomètres prévisionnel parcourus pour l'ensemble de l'intervention (par véhicule et par journées d'interventions suivant calendrier prévisionnel) : **20%**

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés à l'article 46 du CMP son offre sera rejetée.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicataire se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

4 CONDITIONS DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros.

4.1 Offre remise par échange électronique sur une plate-forme de dématérialisation

Le pouvoir adjudicateur accepte la transmission des documents par voie électronique sur son profil acheteur conformément à l'article 56 du code des marchés publics, à l'adresse suivante :

www.marches-securises.fr

Les conditions de présentation des plis électroniques sont exigibles sous deux fichiers distincts, l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre.

Les plis devront être déposés sur la plateforme avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Word (.doc), Excel (.xls), dwg, jpeg.

Le niveau minimum de signature électronique exigé des candidats est le Niveau II (équivalent classe 3) de la PRIS V1 (Politique de Référencement Intersectorielle de Sécurité). Le certificat de signature utilisé doit être référencé sur la liste disponible à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la signature manuscrite du marché papier.

5 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Renseignements administratifs :

Mairie de Voulmentin
Place de la Mairie
79150 VOULMENTIN
mairie@voulmentin.fr

Renseignements techniques (demande par courriel de préférence) :

Architecte :

Eric VEILLET
Architecte d.p.l.g.
1 rue de la Planchette - 49360 YZERNAY
Tél. 02.41.58.29.42
eric-veillet.architecte@laposte.net

Chargé de projet :

Sarl Bruno AUGER
23 rue de la Vendée
49360 MAULEVRIER
Tél. 02.41.46.12.11
contact@augerbrunosarl.com

Bureau d'études Fluides :

ACTIS
1 place Michel ANGE
49300 CHOLET
Tél. 02.41.55.12.88
s.bourget@actising.fr